



# INFO TÜRK INFO - TÜRK INFO-TÜRK

bulletin mensuel ◦ monthly bulletin ◦ maandelijks bulletin

## 98

9EME ANNEE • EDITE PAR LE COLLECTIF TURC D'EDITION  
ET DE DIFFUSION • INFO-TÜRK - RUE DES EBURONS 31 -  
1040 BRUXELLES • TEL: (32-2) 230 34 72 • ABONNEMENT  
ANNUEL: 500 FB • CCP 000-1168701-45 • ISSN 077 - 9664



### la course folle aux armements en turquie

Comme il a maintes fois été souligné à travers les différentes publications d'Info-Türk, l'objectif déclaré de la junte militaire, auteur du coup d'Etat du 12 septembre 1980, était non seulement "d'assurer l'ordre public", mais encore de renforcer la puissance militaire de la Turquie. C'était là aussi l'objectif des Etats-Unis qui, à la suite de la révolution islamique en Iran, avaient perdu une position stratégique de toute première importance au Moyen-Orient. Une Turquie stabilisée politiquement et renforcée sur le plan militaire était, aux yeux de Washington, la seule chance de maintenir son contrôle sur la région.

Au bout des trois premières années de dictature militaire, le premier objectif était déjà atteint, au dépit, il est vrai, de l'ensemble des droits et libertés fondamentales. En imposant, à la fin de 1982, une Constitution antidémocratique, les militaires ont institutionnalisé la terreur d'Etat, avant de transformer leur dictature ouverte en "démocratie" militariste, ce à quoi devaient servir les élections générales du 6 novembre 1983.

Quant au second objectif, le renforcement de la puissance militaire du pays, il apparaît qu'en quatre ans les chefs de l'armée ont déjà atteint un niveau "satisfaisant et encourageant" en mobilisant toutes les ressources matérielles et financières du pays et en exploitant une main-d'oeuvre taillable et corvéable à merci, privée du droit de se défendre par les négociations collectives et la grève.

Mais en fait, le renforcement de la puissance militaire n'était pas seulement l'affaire des chefs militaires. Derrière eux, il y avait aussi l'OTAN, en particulier les USA et la RFA, sans oublier le grand capital qui était attiré par les profits fabuleux escomptés de la création d'un complexe militaro-industriel dans ce pays sous-développé.

Avant le coup d'Etat, on pouvait lire dans une étude rédigée pour la Commission des Affaires étrangères du Congrès américain, et rendue publique le 3 mars 1980: "En résumé, la Turquie et les USA ont encore d'importantes questions à résoudre entre elles dans le domaine important de la coopération de défense. L'importance de la contribution de la Turquie

./..

—en tant qu'alliée de l'OTAN et partenaire des USA— au maintien de la stabilité et de la sécurité dans l'Est de la Méditerranée et au Moyen-Orient a été mise en évidence par le récent bouleversement en Iran et par l'invasion soviétique en Afghanistan. Si ces questions étaient résolues avec succès, cela permettrait à la Turquie d'assumer une fois de plus un rôle important dans la défense des intérêts de l'OTAN et du monde libre sur le plan de la sécurité."

Cette même enquête présentait un coup d'Etat militaire en Turquie comme le moyen le plus approprié pour assurer la sauvegarde "des intérêts vitaux sur le plan de la sécurité" de l'OTAN et du monde libre: "Avec comme toile de fond l'instabilité politique chronique en Turquie, les militaires ont traditionnellement été considérés comme une force favorable à l'ordre et à la stabilité. Au cours de l'histoire récente, les militaires sont intervenus par deux fois dans le système politique. L'avertissement lancé le 2 janvier (1980) par les forces armées aux partis politiques du pays, laissait à nouveau présager un coup d'Etat militaire. Selon certains observateurs, la probabilité d'une telle évolution a augmenté en raison des troubles en Iran, pays voisin de la Turquie. Si un coup d'Etat devait se produire à l'heure actuelle, les objectifs seraient d'empêcher un chaos semblable à celui qui sévit en Iran, d'endiguer le séparatisme kurde et de réagir face à l'impuissance des partis politiques." (Voir: Info-Türk, *US Interests in Turkey*, mars 1982, Bruxelles). (Pour un complément d'informations sur le rôle des USA dans la préparation du coup d'Etat militaire, voir: *Bulletin Info-Türk*, Septembre 1984, p. 4-6).

L'une des conséquences immédiates du coup d'Etat fut la ratification par la junte au pouvoir, composée de cinq membres, de l'Accord de coopération en matière de défense entre la Turquie et les USA. Cet accord contre lequel s'était insurgée, avant le coup d'Etat, la majorité des parlementaires, fixait les principes fondamentaux régissant les relations de défense bilatérales et assurait le fonctionnement ininterrompu des bases militaires américaines les plus importantes de Turquie.

Satisfait du rétablissement de la "stabilité" en Turquie, le général Rogers, Commandant des forces de l'OTAN en Europe, visita à deux reprises la Turquie afin de s'y entretenir avec le général Evren. Le résultat immédiat de ces discussions fut la réintégration inopinée de la Grèce dans l'aile militaire de l'OTAN.

En ce qui concerne l'industrie de guerre, le quotidien *Cumhuriyet* signalait le 17 septembre: "après la prise du pouvoir par les militaires, les efforts en vue de créer un complexe militaro-industriel avec la participation des secteurs public et privé se sont intensifiés. L'objectif assigné à ce complexe est la production d'équipements militaires ainsi que l'exportation d'acier de haute qualité, de circuits intégrés et de pièces coulées."

Quel était l'état des forces armées turques avant le coup d'Etat? Ces forces étaient-elles ou non capables d'assurer la défense du pays? Si ce n'était pas le cas, quelles en étaient les raisons? Enfin, une question plus pertinente: en cas de réarmement des Forces armées turques, qui en serait le réel bénéficiaire: la Turquie ou les USA et l'OTAN?

La réponse à cette question, on peut la trouver à nouveau dans l'étude américaine précitée:

"Les Forces armées turques sont presque entièrement dotées d'équipements US, aujourd'hui —comme par le passé— elles sont fortement dépendantes de la possibilité de se procurer des pièces de rechange et fournitures américaines. Une grande partie du matériel militaire turc date de la Deuxième guerre mondiale et de la guerre de Corée. Il s'avère de plus en plus difficile de maintenir les types de matériel anciens ap-

partenant à l'arsenal turc, à cause du fait que les pièces de rechange nécessaires à ce matériel ne sont plus —ou ne seront plus— disponibles. Des responsables US ont estimé que près de 50 pc de l'équipement militaire de la Turquie nécessite au plus haut point des réparations et présente des difficultés de fonctionnement, rendant ainsi très faible la capacité de combat de l'armée turque. La tendance à démanteler d'importants systèmes d'armement dans le but de maintenir d'autres en état opérationnel, est devenue une pratique fort répandue, surtout dans la Force aérienne turque. Les difficultés de maintenance sont devenues aiguës et l'entraînement des équipes s'est dégradé, ce qui a abouti à des pertes supplémentaires d'équipement à la suite d'accidents. Actuellement, les Forces armées turques ont atteint un tel degré d'affaiblissement qu'elles auraient du mal à s'acquitter de leurs responsabilités au sein de l'OTAN.

"Un remède aux problèmes militaires de la Turquie mentionnés plus haut, a été esquissé par l'ex-Commandant suprême des Forces armées de l'OTAN (Saceur), le général Haig, par le Secrétaire à la Défense, Harold Brown, et par le président de la Commission mixte des Chefs d'état-major, le général David C. Jones. La Turquie, disaient-ils en substance, a besoin d'une quantité de pièces de rechange suffisante de manière à maintenir et à améliorer l'état opérationnel de l'équipement militaire qu'elle possède actuellement, et requiert un programme de modernisation afin de permettre aux Forces armées turques de s'acquitter de leurs missions au sein de l'OTAN. Le programme de modernisation comporterait l'amélioration de l'équipement de télécommunication existant, de l'artillerie de DCA, des armes anti-char, de l'artillerie de campagne, ainsi que des améliorations dans le domaine des munitions et de la mécanisation. Parmi les autres points au programme figureerait aussi le remplacement de certains appareils vieillissants, ainsi que l'apport d'améliorations qualitatives au reste de la Force aérienne turque et à la Marine de guerre. Ce programme prévoirait aussi des stages de formation élargis visant à enseigner l'usage des systèmes d'armements plus modernes qui ont été introduits en Turquie, tels que l'hélicoptère UH-1H; les appareils RF-4E et F-4E avec l'armement correspondant, l'équipement de navigation et EW; les missiles ASROC et HARPOON.

"Le prix de l'assistance militaire à la Turquie que les USA devront payer afin d'améliorer significativement la qualité de ses forces militaires, n'a pas été analysé en détail par les responsables américains. Le général David C. Jones a signalé qu'un chiffre de 4,5 milliards \$ sur une période de 5 ans avait été évoqué comme une possibilité. Un tel montant n'assurerait pas à la Turquie de 'grandes quantités d'équipement neuf appartenant à la génération actuelle', mais aurait essentiellement pour effet d'améliorer l'équipement que la Turquie possède à l'heure actuelle. Bien que le général Jones ne fasse pas l'estimation sur ceux qu'attendent les USA de la Turquie dans l'avenir, il a reconnu que 'bien évidemment, la Turquie va avoir besoin d'une assistance continue.' Si l'on se réfère à l'Histoire, il semble probable qu'il sera fait appel aux Etats-Unis pour fournir la plus grande part de cette assistance." (*US Interests in Turkey*, p.13)

Peu après le coup d'Etat militaire, un communiqué publié le 17 octobre 1980, au terme d'entretiens de haut niveau entre la Turquie et les USA, déclarait: "Les entretiens qui se sont déroulés dans une atmosphère amicale, ont fourni des indications précises sur les perspectives concrètes quant au développement de l'industrie de défense turque grâce à nos efforts mutuels, et concernant le fait que les progrès à réaliser dans ce domaine contribueraient à intensifier la coopération



tant bilatérale que multilatérale, en particulier dans le cadre de l'OTAN." (Voir *Bulletin Info-Türk*, octobre 1980).

#### COOPERATION TURCO-AMERICAINE

Le premier pas vers le développement de la coopération militaire turco-américaine fut la création, en décembre 1981, d'un "Conseil de défense commun", chargé de définir les besoins militaires communs et d'y trouver des solutions, et de fixer la contribution américaine à l'industrie de guerre turque. A cette occasion, le ministre de la Défense américain, Caspar Weinberger, déclara le 6 décembre 1981, au cours d'une visite en Turquie: "Depuis qu'il assume le pouvoir, le gouvernement militaire turc a réalisé nos espoirs les plus chers. Nous admirons tout particulièrement la manière dont la loi et l'ordre ont été rétablis en Turquie." C'est à dire qu'il admirait les arrestations massives, les tortures, les condamnations à perpétuité, les exécutions, la censure de la presse, la suppression du droit de mener des négociations collectives et du droit de grève, etc...

C'est dans ce même esprit de "coopération" que la junte militaire a autorisé le décollage, à partir de bases aériennes en Turquie, d'avions-espion U-2 et AWACS.

Le 7 Octobre 1982, la Force de déploiement rapide US participa pour la première fois aux manoeuvres de l'OTAN en territoire turc — appelées "Determination-82"— au cours desquelles des troupes aéroportées furent amenées dans la région de Kesan, dans la partie turque de la Thrace.

Le 31 octobre 1982, la Turquie et les USA conclurent un accord visant à améliorer et à moderniser les installations d'un nombre non-révéilé de bases aériennes turques en prévision de leur utilisation par des forces US "en temps de crise grave ou de guerre". Le ministre de la Défense turc révéla, en outre, qu'une coopération militaire était envisagée avec l'Arabie Saoudite, la Jordanie et la Tunisie. Quelques jours plus tard, le 4 novembre, le ministre des Affaires étrangères égyptien, Kemal Hasan Ali, annonça au cours de sa visite à Ankara que l'Egypte était prête à s'engager dans une coopération stratégique avec la Turquie.

Le 15 novembre 1982, l'ambassadeur américain Robert Strausz-Hupe déclara à la presse turque que des projets existaient prévoyant le stockage d'équipements militaires dans des aéroports turcs, qui en vertu du nouvel accord turco-américain, devraient être modernisés.

Mieux, deux dirigeants importants de pays intégrés dans l'OTAN, le président américain Reagan et le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl, annoncèrent dans un communiqué commun publié le 17 novembre 1982 à Washington, que les deux pays entendaient soutenir les efforts du gouvernement turc dans la voie du "retour à la démocratie".

Entre-temps, la revue britannique *New Statesman* signalait dans son numéro du 14 mai 1982 que la Force spéciale mixte de déploiement rapide US allait disposer de nouvelles bases, installations et quartiers-généraux dans l'Est de la Turquie. Quelques semaines plus tard, le 10 juin 1982, le sommet de l'OTAN à Bonn insista sur "l'intérêt commun porté à la sécurité, stabilité et indépendance souveraine des pays situés en dehors de la zone de l'OTAN, et la volonté des membres de l'Alliance de contribuer soit directement, soit indirectement à les assurer."

Ainsi donc, après avoir pris sous son égide la Force rapide de déploiement US, le sommet de l'OTAN a autorisé la Turquie à ouvrir son territoire à cette force.

Finalement, la question de l'appui donné par la Turquie à la Force rapide de déploiement acquit une

dimension nouvelle avec la signature, le 29 novembre 1982 à Bruxelles, d'un nouvel accord entre la Turquie et les USA, prévoyant la construction de nouveaux aéroports en Turquie, ainsi que la modernisation des aéroports existants, et accordant aux USA le droit d'entreposer du matériel militaire sur le sol turc. Entre-temps, Washington annonça que les USA avaient établi un nouveau commandement militaire au Moyen-Orient en vue de la défense des intérêts américains dans la zone du Golfe et dans l'Océan indien.

En échange, les USA portèrent, en 1981, leur "aide" en faveur de la Turquie à 547 million \$ et à 703 million \$ en 1982.

Ces montants se sont-ils révélés suffisants pour couvrir les dépenses militaires de la Turquie?

Le 17 avril 1984, le quotidien turc *Hürriyet* signalait que les aéroports militaires de Gaziantep et de Dalaman faisaient l'objet de travaux d'agrandissement dans le but de les rendre conformes aux normes de l'OTAN. Par ailleurs, un nouvel aéroport militaire était en construction à Erzurum. Une fois ces travaux achevés, estimés à 16 millions \$, même les appareils les plus sophistiqués de l'OTAN seraient en mesure d'atterrir et de décoller de ces aéroports.

De plus, la Turquie s'engage à assurer la maintenance et les réparations d'appareils AWACS présents dans son espace aérien, dans les ateliers de maintenance situés à l'aéroport Yesilköy d'Istanbul. Ces ateliers sont chargés, en outre, de la maintenance d'autres appareils militaires au service de l'OTAN, tels que les C-5, C-141 et A-4. (*Hürriyet*, 25 octobre 1984).

Tout d'abord, il convient de rappeler qu'un pays sous-développé comme la Turquie est obligé, en vertu de ses engagements au sein de l'OTAN, à consacrer 11,68 pc de son Produit National Brut aux dépenses de la Défense, alors que ce pourcentage est de 4,54 pc pour la Grèce, 3,57 pc pour le Portugal, 1,64 pc pour la Grande-Bretagne, 1,20 pc pour les USA et 0,79 pc pour la RFA.

Selon un rapport de la "US Arms Control and Disarmament Agency", signalé dans la presse le 16 mai 1984, les dépenses militaires de la Turquie pour 1982 ont atteint un total de 3,4 milliards \$.

Pour l'année 1983, la Turquie a consacré 19,8 pc du budget de l'Etat aux dépenses militaires, contre 10,4 pc seulement pour l'éducation et 3 pc pour la santé.

Mais ni les militaires turcs ni les USA ne jugent suffisant les milliards sacrifiés sur l'autel de l'armement en Turquie. Déjà en 1972 une loi spéciale avait été adoptée prévoyant des dépenses supplémentaires de l'ordre de 5 milliards \$ en vue de la mise en oeuvre du programme de réorganisation et de modernisation de l'armée (REMO)

Un spécialiste américain du Moyen-Orient estima dans une étude parue dans la revue *Orbis Magazine*, que l'armée turque avait besoin d'au moins 18 milliards \$ sur une période de 13 ans pour atteindre les normes minimum de l'OTAN. (*Hürriyet*, 24 décembre 1983).

Bien qu'après le coup d'Etat les USA aient accru "l'aide" militaire à la Turquie, cette augmentation était loin de répondre aux besoins résultant des projets de modernisation et de réarmement de l'armée turque. Aussi, dans le but de convaincre les USA d'augmenter leur contribution, l'ambassadeur de Turquie à Washington, Sükrü Elekdağ, jugea utile de mettre en évidence l'importance militaire de la Turquie au cours de la Conférence des Hommes d'affaires turcs et américains, qui eut lieu à Istanbul le 15 septembre 1984:

"La Turquie est le seul pays de l'OTAN à avoir une frontière commune avec l'URSS s'étendant sur 1.920 km (480 km à l'Est et 1.440 km le long de la Mer noire).

## REVELATIONS SUR L'ORGANISATION DE CONTRE-GUERILLA

Dans nos Bulletins précédents on avait évoqué plusieurs fois l'existence d'une organisation clandestine au sein de l'Armée turque, qui provoquait des incidents sanglants afin de préparer le terrain à un coup d'Etat militaire. Il s'agit de l'Organisation de contre-guérilla qui a été mise sur pied par le Département de la Guerre spéciale. Avant le coup d'Etat du 12 septembre 1980, plusieurs organisations démocratiques de Turquie avaient demandé la dissolution de cette organisation illégale et avaient exigé une enquête sur toutes ses activités telles que la torture, la provocation d'incidents sanglants et le soutien aux groupes fascistes (Voir notamment Bulletin Info-Türk de février 1978 et de septembre 1980). L'existence d'une telle organisation clandestine est pour la première fois admise par un journaliste proche des militaires dans son livre publié récemment en Turquie. Bien que plusieurs détails concernant ce sujet soient censurés par les militaires, ceux qui restent dans le livre confirment suffisamment le rôle sinistre joué dans le passé par cette organisation protégée par l'armée turque. Ci-dessous nous reproduisons quelques extraits de ce livre:

Une autre raison de la détérioration des relations (entre Ecevit et les commandants) était les polémiques autour de l'Organisation de Contre-guérilla, lancées au printemps de 1978 par le Parti républicain du Peuple (CHP). Pour cette raison l'Etat-major regardait Ecevit d'un mauvais oeil. Le Département de la Guerre spéciale était chargé de commander une force spéciale de guérilla en vue de l'expédier, en cas de guerre, à l'arrière des forces hostiles.

Pareille organisation existait-elle vraiment? Si elle existait, était-elle utilisée dans des affaires intérieures? Les polémiques se concentraient sur ces deux points et l'Etat-major y était très sensible. D'ailleurs sa sensibilité était connue par tout le monde. L'extension des polémiques amplifiait le malaise des commandants. Ils étaient convaincus qu'Ecevit, étant chef du gouvernement, avait tardé d'intervenir pour mettre fin à ces polémiques... De plus, ils avaient l'impression que Ecevit aurait retardé son intervention de son plein gré pour affaiblir le prestige de l'Armée.

A vrai dire, Ecevit avait une inquiétude sur ce point-là. En 1974, quand le Parti républicain du Peuple (CHP) était arrivé au pouvoir, l'Etat-major avait demandé, un jour, de l'argent provenant des fonds secrets de l'Etat. Alors que le Département de la Guerre spéciale siégeait dans le quartier du JUSMATT (Mission de l'aide militaire des Etats-Unis), les Américains avaient exigé qu'il quitte ce bâtiment.

Le Premier ministre n'y avait rien compris! Il a fait effectuer une enquête. Officiellement, une telle organisation n'existait pas. Dans le budget de l'Etat rien n'était prévu à cette fin. Il a ordonné à son cabinet d'organiser un briefing sur ce sujet. Ce briefing s'est fait dans l'office du Premier ministre, en présence d'Ecevit et Hasan Esat Isik, le ministre de la défense nationale. Avant la réunion, on avait contrôlé tout l'office avec des appareils électroniques pour vérifier s'il était caché quelque part un microphone.

Le Département de la Guerre spéciale était fondé conformément à un accord militaire bilatéral conclu en 1959 entre la Turquie et les Etats-Unis. Etant inquiet des événements du Liban, les Etats-Unis avaient proposé à la Turquie une aide spéciale destinée à l'empêchement de l'infiltration communiste. Le Département de la Guerre spéciale, mis sur pied à partir de cette date-là, avait constitué une organisation composée uniquement de civils.

- *Quel est le rôle de cette organisation?*

- Elle lutte contre les activités subversives. Elle est aussi chargée d'organiser la résistance contre une occupation étrangère éventuelle ou bien contre les forces qui pourraient s'infiltrer dans le pays.

- *Comment accomplit-elle cette mission?*

- Elle se compose de patriotes. Ils sont en possession d'un dépôt d'armes secret. Ils ne font pas ce travail pour gagner leur vie. Il n'y a aucun militaire en uniforme parmi eux.

A l'avis d'Ecevit, une telle organisation qui n'existe pas au plan légal n'était pas compatible avec les règles de la démocratie. Ce jour-là, on a trouvé l'argent demandé et on l'a remis à l'Etat-major, mais Ecevit continua à suivre cette affaire de très près.

Le 6 mai 1977, il a parlé de cette affaire au Président de la République Fahri Korutürk: "Il n'est pas admissible qu'une telle organisation dont l'existence n'est connue par personne sauf par de rares gens de l'Etat-

major puisse continuer à fonctionner ainsi. Quelqu'un peut s'infiltrer dans cette organisation avec, au départ, des sentiments patriotiques, puis, par la suite, utiliser cette organisation pour d'autres fins. Il faut un contrôle sur cette organisation." Korutürk a demandé à Ecevit de formuler par écrit tous les points inquiétants. Il a remis par après les notes d'Ecevit à Demirel, Premier ministre de l'époque. Ce dernier a rendu public ce sujet d'une façon ambiguë. Mais rien n'a changé.

Après son entretien avec Korutürk, Ecevit, faisant allusion au Département de la Guerre spéciale, avait prononcé les mêmes remarques dans son discours adressé au public le 7 mai 1977 à Izmir: "Si une poignée d'aventuriers pourvus de sens de responsabilité pouvaient organiser les incidents de Tandogan à Ankara et de Taksim à Istanbul (1) et s'en tirer par après, il faudra arriver à la conclusion que l'Etat n'a plus d'autorité en Turquie. Mon avis est que certaines organisations qui prennent place dans l'Etat, et qui s'y maintiennent grâce à lui, se trouvant ainsi en dehors du contrôle de l'Etat démocratique, sont les instigateurs de ces incidents. Je suis convaincu que chacun de deux ailes du gouvernement (2) essaient de bénéficier de ces organisations au lieu de prendre des mesures nécessaires contre elles.

"Les preuves concrètes de l'existence de telles organisations et de tels complots s'étaient déjà révélées à l'époque du 12 mars (3). Aujourd'hui, plus les élections s'approchent, plus abondante et plus dangereuse se manifestent ces preuves.

"Une tâche importante incombe aux ministres de la Justice et de l'Intérieur et aux membres non-gouvernementaux du Conseil de la Sécurité nationale en qui j'ai grande confiance. Il faut placer, sans tarder, sous contrôle certaines forces et organisations dont les signes d'existence s'étaient révélés pour la première fois à l'époque du 12 mars et qui se trouvent, aujourd'hui, à l'abri du contrôle de l'Etat démocratique. Nous avions démontré, pendant la courte période de notre pouvoir, qu'un tel contrôle était possible. Mais aujourd'hui, les deux ailes du gouvernement déploient dans des efforts dans le but de bénéficier de ces organisations et forces au lieu de les placer sous contrôle."

Quand il est revenu au pouvoir en 1978, Ecevit a évoqué ce problème aussi au Chef d'Etat-major: "J'en suis très inquiet; supprimez cette organisation civile ou bien transformez-la en une forme compatible avec les critères d'un Etat démocratique. Personne ne peut deviner ce que peut faire 20 ans plus tard un jeune qui jouit aujourd'hui d'une confiance."

En réponse, Evren s'est contenté de dire: "Il n'y a rien à s'inquiéter. Rassurez-vous!" (Mehmet Ali Birant, 12 Eylül - Saat 04.00, Karacan Yayınları, Istanbul 1984, p.88)

1) Une quarantaine de personnes avaient trouvé la mort le 1er mai 1977 au cours d'incidents qui avaient éclaté à la suite de coups de feu tirés par des provocateurs inconnus (Voir: Bulletin Info-Türk, mai 1977)

2) Le gouvernement de coalition de l'époque était constitué par quatre partis de droites, Parti de la Justice (AP), Parti du Salut national (MSP), Parti républicain de la Confiance (CGP) et Parti d'Action nationaliste (MHP)

3) l'époque qui a suivi le coup d'Etat militaire du mars 1971.

"Les Détroits constituent le seul moyen permettant de contrôler le passage de la Flotte soviétique de la Mer noire vers la Méditerranée.

"La Turquie constitue la seule barrière entre le monde communiste et la Péninsule arabique. Elle est en mesure d'empêcher une pénétration soviétique vers la Méditerranée orientale"

"La Turquie assure la défense de 33 pc des frontières séparant l'OTAN du Pacte de Varsovie"

"Les forces US en Turquie peuvent se servir de stations de collecte d'informations dans ce pays"

"La Turquie assure l'existence de bonnes relations entre les pays arabes et les USA, et joue le rôle de bouclier protégeant l'Etat d'Israël.

"L'armée turque, avec ses effectifs mobilisables de 820.000 hommes, occupe en ordre d'importance la deuxième place au sein de l'OTAN, derrière les Les effectifs de l'armée turque sont supérieures à ceux, additionnés, de la Grèce, de la Grande-Bretagne, du Portugal, du Danemark, de la Norvège, des Pays-Bas et du Canada." (*Cumhuriyet*, 16 septembre 1984).

Toutefois, tous ces efforts consacrés à convaincre les USA ne se sont guère traduits, jusqu'à présent, par une contribution américaine substantielle au financement de la machine de guerre turque. En réalité, c'est le peuple turc qui est contraint de payer la note des projets ambitieux des militaires. Et c'est le complexe militaro-industriel, dirigé par les généraux et hommes d'affaires des Etats-Unis et de Turquie, qui accapare la part de lion des investissements réalisés au détriment de la population turque.

Au sein du complexe militaro-industriel, l'organisme le plus important est sans nul doute le Fond d'aide mutuelle des Forces Armées (OYAK), fondé voici 22 ans grâce aux cotisations des officiers et sous-officiers, dans le but apparent de leur assurer des allocations sociales supplémentaires. Mais 5 pc prélevés à cette fin sur leurs traitements — soit un total de 20 millions \$ par an — permettent aux chefs de l'armée d'entreprendre des activités allant au delà du but initial. C'est si que l'OYAK se mit à investir ses fonds énormes dans des entreprises industrielles et commerciales. En collaborant avec des sociétés étrangères telles que Renault, International Harvester, Good-Year et Mobil Oil dans l'industrie automobile, pétro-chimique (pneus, etc.) et de l'alimentation (conserves) ainsi que dans le tourisme, l'OYAK est devenu en très peu de temps un holding financier énorme. Selon une enquête publiée par la chambre d'industrie d'Istanbul (ISO), l'OYAK se classait en 1983 au 15ème rang parmi les 500 principales sociétés de Turquie, réalisant un chiffre d'affaires de 31,8 milliards LT et un profit annuel de 3,8 milliards LT. Le quotidien *Cumhuriyet* signalait le 18 octobre 1984 que tant les chiffres d'affaires que les profits de ces 500 sociétés avaient atteint des sommets mirobolants au cours de 1983.

Outre l'OYAK, le complexe militaro-industriel se compose également de trois fondations mises sur pied grâce à une coopération militaire et civile visant à attirer des donations du public en faveur de l'industrie de guerre.

## LA FORCE AERIEENNE TURQUE

En tête de peloton, la Fondation pour le renforcement de la Force aérienne (THKGV). Fin 1980, ses actifs atteignaient déjà 2 milliards LT. La THKGV détient 45 pc des actions de la TUSAS (Industries aéronautiques turques), fondée dans le but de moderniser la Force aérienne turque et de construire des avions militaires. L'industrie aéronautique turque coopère avec plus de 170 firmes locales en vue de la production des diverses pièces.

La THKGV envisage également la production de films et de papier photographique censés servir aux activités de reconnaissance de la Force aérienne.

Un pas décisif vers la réalisation des Industries aéronautiques turques fut franchi le 30 novembre 1984 avec la création d'une usine de construction aéronautique destinée à assurer l'assemblage et la coproduction des premiers chasseurs F-16 turcs.

"Très bientôt nous serons stupéfaits quand ces avions commenceront à traverser le ciel" s'exclamait Evren d'un ton triomphaliste, en s'adressant aux invités réunis à l'occasion d'une cérémonie à la base aérienne de Mürted, située à proximité de la capitale.

En ce qui concerne les F-16, l'accord initial avait été signé le 2 mai 1984, après que la General Dynamics l'eut emporté de justesse sur une autre société américaine de construction aéronautique, la Northrop, qui proposait son F-18.

Aux termes de cet accord initial, la "joint venture" turco-américaine en vue de l'assemblage et de la coproduction du chasseur F-16, doit être mise en oeuvre par la compagnie "TUSAS Aerospace Industries Incorporated". Cette nouvelle société fut mise sur pied conjointement par la société-mère TUSAS (Industries aéronautiques turques) et par la General Dynamics. TUSAS détient 49 pc des parts de la nouvelle compagnie, contre 0,1 pc pour l'Institut turc d'Aviation et 1,9 pc pour la THKGV (Fondation pour le renforcement de la Force aérienne turque). Quant au reste des parts, 42 pc sont allées à la General Dynamics et 7 pc au constructeur du moteur, la société américaine General Electric.

Aux termes d'un autre accord, signé le 12 mai dernier, General Dynamics assurera — en vertu des accords de compensation — le tiers des 4,5 milliards \$, c'est-à-dire le coût total auquel le projet F-16 est estimé. La Turquie assurera 1 milliard \$ prélevé sur ses propres ressources, le restant étant fourni par des dons et crédits militaires US.

La Turquie envisage d'acheter dans un premier temps huit avions F-16, avant d'assurer l'assemblage — et plus tard la co-production — dans l'usine de Mürted de 152 autres appareils sur une période de dix ans.

Le 9 novembre 1984, la Turquie signa avec General Dynamics un nouvel accord portant sur le mode de financement de ce projet. Outre sa participation directe de 1,5 milliard \$, General Dynamics promet des compensations, telles que l'exportation par ses soins de pièces de rechange fabriquées en Turquie et d'autres produits turcs pour un montant de 1,27 milliard \$.

Selon le journal *Cumhuriyet* du 31.10.1984, les usines du secteur de l'aérospatial emploieront un personnel qualifié estimé à quelque 1.500. Ces usines ne produiront cependant que 5.000 des 120.000 pièces entrant dans la construction d'un appareil F-16, le reste sera importé des Etats-Unis et assemblé en Turquie.

Quant aux moteurs destinés à ces appareils, General Electric en fournira un certain nombre de type F-110, qui seront assemblés dans une usine dont la construction est prévue dans la région de Eskisehir.

En ce qui concerne la partie électronique du F-16, une autre société turco-américaine a déjà été constituée en Turquie pour y pourvoir. 51 pc des parts de cette société, Havelsan-Aydın, appartient à la Fondation pour le renforcement de la Force aérienne turque (THKGV), 38 pc à la compagnie américaine Aydın Corporation, le reste étant la propriété d'une autre société turque, Testas.

En prévision de la mise en oeuvre de ce projet, les militaires turcs ont décidé de remplacer leurs chasseurs F-100 datant de la guerre de Corée par du matériel plus avancé.

Selon le quotidien *Milliyet* du 22 août, la Turquie

envisage d'acheter, dès que possible, 34 chasseurs Phantom à l'Égypte, 15 Phantom et cinq F-5 aux USA, ainsi que 170 chasseurs F-104 à la RFA. Le ministre de la Défense turc, M. Yavuztürk, fit savoir qu'en attendant la production des F-16 en Turquie, la Force aérienne turque sera au moins équipée de 100 Phantoms et de 170 F-104.

Le 24 novembre, le Pentagone annonça la décision des États-Unis de fournir 12 chasseurs F-15 à la Turquie, en dépit des objections soulevées par la Grèce.

Pour sa part, la RFA s'engagea à livrer à la Turquie 75 F-104 avant la fin de 1984, la livraison de 45 et de 50 autres chasseurs étant prévue pour 1985 et 1986. Signalons à ce sujet que tous ces F-104 en service dans la Force aérienne ouest-allemande, sont en passe d'être remplacés par des Tornado, qui sont produits par un Consortium anglo-germano-italien.

Le Canada a, lui aussi, fait part de son intention de fournir 54 appareils d'occasion F-104 à la Turquie. Vingt de ces chasseurs seront livrés après réparations (dont le coût est estimé à 6 millions \$), les 34 appareils restants serviront à approvisionner les 20 autres en pièces de rechange.

Entre-temps, l'accord initial prévoyant la vente par l'Égypte de 34 Phantom a été suspendu par Le Caire, à la suite d'objections formulées par la Grèce. Il n'empêche que le ministre turc de la Défense déclara quelque temps après, le 9 septembre, que ce marché serait conclu en mai 1985 à l'occasion de la visite du président égyptien Mubarak à la Turquie.

Au cours d'une visite du même ministre Yavuztürk à Londres, la Grande-Bretagne proposa à la Turquie de lui vendre 40 chasseurs Tornado, au prix de 22 millions \$ pièce. Toutefois, la proposition formulée par le ministre de la Défense Haseltine se heurta peu après au veto de son collègue des Finances, Lawson. Cette démarche a reçu le 13 décembre l'aval du premier ministre, Mme Thatcher, disant qu'à son avis la Turquie n'était pas un marché approprié pour le Tornado.

Un autre nouveau projet des militaires turcs en ce qui concerne la Force aérienne est le remplacement des avions de transport C-47 de l'époque de la 2ème Guerre mondiale par des avions modernes. Les dirigeants turcs ont annoncé qu'ils envisagent de conclure un marché par lequel la Turquie pourra co-manufacturer les avions de transport et leurs pièces de rechange. Là-dessus, les fabricants et fonctionnaires du Canada, de l'Espagne, et de l'Italie ont envahi la capitale turque visant à décrocher ce nouveau marché d'un demi milliard \$. Les Canadiens ont proposé leur DCH-5 Buffalo ou Gash-8 ou Twin Atter, alors que les Espagnols proposaient leur CN-235 et les Italiens leur G-222. Le prix unitaire de 52 avions de transport qui vont remplacer les C-47 varie entre 5,5 et 12 million \$. Le ministre turc de la Défense Yavuztürk a déclaré le 12 septembre, 1984: "Nous cherchons un partenaire. Nous pouvons accepter chacun des avions espagnols, canadiens ou italiens, mais notre condition est qu'ils acceptent de mettre sur pied une entreprise commune."

La Turquie a conclu un autre accord avec les États-Unis en vue de co-manufacturer des hélicoptères UH-1H à Ankara sous la licence de US Texron. Selon cet accord, 10 de ces 27 hélicoptères seront immédiatement délivrés par les États-Unis. Ceux qui restent seront assemblés par après en Turquie.

Les militaires turcs visent aussi à renforcer les Forces armées turques par l'installation de nouveaux missiles. Pendant la réunion printanière des ministres de la défense de l'OTAN, le ministre turc a demandé à ses collègues de soutenir le projet turc d'acheter des missiles Harpoon qui seront installés dans la région d'Egée. Malgré le fait que cette demande est considérée acceptable par les milieux de l'OTAN, l'affaire a

été suspendue à cause de l'opposition de la part des Grecs qui affirment que l'installation de ces missiles à portée de 90 km dans le territoire turc bouleverserait l'équilibre de force dans la région, parce que les missiles EXOCET dans la possession de l'Armée grecque n'ont qu'une portée de 50 km.

Là-dessus, le ministre turc a entamé une négociation avec le ministre britannique Heseltine pour l'installation en Turquie de missiles anti-aériens Rappier. D'après le quotidien *Milliyet* du 22 août 1984, la Turquie aurait déjà passé une commande de 36 missiles Rappier à la Grande-Bretagne.

En outre, la Turquie a passé une autre commande de missiles Super Side Winder et Sparrow aux États-Unis. Ceux-ci ont annoncé d'ailleurs leur intention de délivrer à la Turquie des missiles Maverick qui sont employés de l'air au sol.

Une autre entreprise commune turco-américaine concerne la co-production des radars anti-aériens en Turquie. La compagnie américaine Westinghouse a proposé, dans cette affaire, de faire des investissements, en Turquie, de 2,5 millions \$ en espèce et 1,5 millions \$ en équipement, pièces et know-how. La Westinghouse a proposé également de moderniser les radars utilisés actuellement par les chasseurs Phantom F-4 dans la Force aérienne turque. Cette compagnie est aussi le fabricant de radars destinés aux F-16s qui seront co-manufacturés dans l'avenir en Turquie.

## LES FORCES TERRESTRES

Le premier pas vers la création de l'industrie de guerre qui produira les matériels et équipements pour les Forces terrestres a été la constitution de la Fondation pour le renforcement des Forces terrestres (KKGV). Cette fondation qui a fait un progrès rapide après le coup d'État militaire de 1980 a des investissements dans plusieurs entreprises. Elle a mis sur pied ASELSAN (l'industrie des matériels électroniques militaires) pour la production des pièces électroniques et des équipements de communication sans-fil, et par après ASPILSAN pour la production des batteries destinées aux équipements militaires.

A l'heure actuelle, l'objectif principal des Forces terrestres est la modernisation des 600 chars M-48 avec des canons et des engins plus puissants. La modernisation des 170 chars M-48 (leur transformation en diesel) a déjà été achevée à la fin de 1983. Le Ministère de la défense des États-Unis a annoncé le 4 août 1984 que l'armée turque envisage d'acheter des équipements de conversion pour améliorer ses chars M-48 agés de plus de 30 ans au prix de 129 million \$. Il seront rééquipés avec des canons de 105 mm remplaçant ainsi les canons de 90 mm.

À côté de la modernisation de ces chars, la Turquie a conclu un accord, en 1980, avec la RFA pour la co-production des 77 chars Léopard. Ce projet qui bénéficie d'une aide spéciale militaire de 600 millions de DM vise aussi la fourniture d'autres types d'armes y compris 2.500 missiles Milan.

Des pourparlers se sont déroulés aussi pour la co-production d'un modèle plus avancé de chars, Léopard-2. Mais la réalisation de ce projet a été suspendue par la RFA sous prétexte du manque de financement. En effet, la presse européenne signale que la raison de cette suspension serait plutôt l'objection de la part d'Israël qui considère la production de ces chars en Turquie comme une menace pour sa sécurité. Le ministre turc de la défense Yavuztürk a annoncé le 12 septembre que "cet argument n'est pas sérieux. Si les Arabes ne peuvent pas acheter les chars fabriqués en Turquie, ils les achèteront à la Grande-Bretagne ou à l'Union soviétique. En outre, il y a des affirmations



## INVENTAIRE DES EFFECTIFS ET ARMEMENTS DE L'ARMÉE TURQUE

Les forces armées turques constituent aujourd'hui la deuxième armée la plus puissante de l'OTAN. Leurs effectifs s'élèvent à 711.000 (dont 80.000 permanents), tandis qu'en cas de mobilisation, 833.000 réservistes peuvent être appelés sous les armes. Pour les conscrits la durée de service est de 18 mois.

## FORCES TERRESTRES

Elles se composent de 4 Armées qui ont, à tour de rôle, leur Quartier Général à Istanbul, Malatya, Erzurum et Izmir:

- La 1ère Armée est responsable - sur le plan opérationnel - pour la Thrace orientale et comprend essentiellement des Unités de blindés et d'Opérations mobiles.
- La 2ème Armée est responsable de l'Anatolie centrale et du Nord, les Dardanelles, et sert également d'appui aux forces turques à Chypre pour les questions de ravitaillement.
- La 3ème Armée, contrôle l'Anatolie Orientale et est intégrée, aux côtés des deux premières Armées, dans le commandement opérationnel de l'OTAN.
- La 4ème Armée, enfin, est responsable pour l'Égée et a été créée en 1975, sans être incorporée dans les forces de l'OTAN.

Les quatre Armées comprennent 10 Corps d'Armée, 2 Divisions mécanisées d'infanterie, 6 Brigades blindées, 4 Brigades mécanisées, 14 Divisions et 11 Brigades d'infanterie, 1 Brigade de Parachutistes et 1 Brigade de Commandos. A cela s'ajoutent 4 bataillons équipés de 54 missiles sol-sol "Honest John" et 48 unités indépendantes (8 de Reconnaissance, 32 d'Artillerie et 8 d'Artillerie anti-aérienne).

Les effectifs de l'Armée de Terre s'élèvent à 470.000 (dont 50.000 permanents), tandis qu'en cas de mobilisation, 700.000 réservistes peuvent être appelés sous les armes.

L'équipement en armes de l'Armée se présente comme suit dans les différents secteurs:

**FORCES BLINDÉES:** 100 M-26; 50 Leopard 1A3; 500 M-47; 3.000 M-48 MBT; 2.000 M-113; 1.200 Commando APC.

**ARTILLERIE:** 95 canons M-116A1 de 75 mm; 140 de type M-101A1 de 105 mm; 150 M-59 et 400 M-114A1 de 155 mm; 118 M-115 de 203 mm; 400 M-7/M-108 de 105 mm; 210 m-46 de 155 mm; 48 M-100 de 203 mm. L'artillerie dispose également de 1.750 canons de 60, 81 et 107 mm; d'obusiers Howitzer de 120 mm; de 18 missiles "Honest John" sol-sol et de canons M-44 de 155mm.

**ARMES ANTI-CHARS:** 1.200 canons de 57 mm; 390 de 75 mm; 800 de 106 mm; également 85 missiles Cobra, des missiles SS-11 et des missiles guidés TOW.. 2.500 missiles guidés Milan ont également été commandés.

**ARMEMENTS ANTI-AERIENS:** 300 missiles jumaux de 20 mm; 900 de 40 mm ainsi que des canons M-51 de 75 mm et M-117/8 de 90 mm.

**AVIATION DE L'ARMÉE DE TERRE:** Elle comprend 18 appareils U-17; 2 DHC-2; 6 Cessna-206; 3 Cessna-421; 15 Dornier-27; 9 Dornier-28; 20 Baron; 5 de type T-42; 40 avions d'entraînement Cessna 150S; 156 hélicoptères Augusta-Bell de type 204/5; 20 Bell de type 47 G; 48 UH-1D et 30 de type TH-300G. Mais 27 hélicoptères UH-1H ont déjà été commandés.

## FORCES AERIENNES

Ses effectifs s'élèvent, en tout, à 53.000 hommes (dont 20.000 permanents). 66.000 réservistes peuvent être appelés sous les armes. Cette force se compose de 4 commandements (2 tactiques, 1 administratif et 1 d'entraînement).

**13 ESCADRONS DE BOMBARDIERS,** dont 2 sont équipés de 42 appareils F-5A et 12 F-5b, 2 de 40 appareils F-100 C-DF, 6 escadrons équipés de 82 appareils F-4E et 8 de type RF-4E et, enfin, 3 escadrons équipés de 50 appareils F/TF-104G.

**2 ESCADRONS DE "CONTAINMENT",** équipés de 30 appareils F-104S,

**1 ESCADRON DE RECONNAISSANCE,** équipé de 20 appareils RF-5A et F-5B.

**6 ESCADRONS D'APPAREILS DE TRANSPORT,** dont 2 équipés de 7 appareils de type C-130E, et 20 de type C-160D, 3 escadrons équipés de 30 appareils C-47A et un escadron pour le transport de personnalités importantes (VIP) qui dispose de 3 appareils Viscount, 2 type Islander, 12 hélicoptères UH-1D/H et 5 de type UH-19D.

**9 ESCADRONS DE "BASIC FLIGHTS"** qui disposent en tout de 40 appareils T-33A, de 2 appareils de type C-47A et de 2 hélicoptères UH-1H.

**3 ESCADRONS D'ENTRAÎNEMENT,** équipés de 24 appareils T-34, 25 T-37, 60 T-38 et 30 T-41.

Il existe également des ESCADRONS POUR MISSIONS SPECIALES, qui disposent de 36 appareils F-100C/F et 20 de type F/TF-104 et une autre unité indépendante de transport "VIP", comprenant 2 appareils C-47-A.

**LES MISSILES AIR-AIR:** Il en existe 750 de type AIM-9P3. Super Sidewinder ainsi que de type Sidewinder, Sparrow, Falcon et Shafrir.

**LES MISSILES AIR-SOL:** Ce sont des missiles de type AS-12, Bullpup et Maverick.

Il existe, enfin, 8 escadrons équipés de 72 missiles SOL-AIR de type Nike-Hercules et Nike-Ajax.

## FORCES NAVALES

Les effectifs s'élèvent à 46.000 hommes, dont 10.000 permanents. 70.000 réservistes peuvent être appelés sous les armes.

Il existe 5 bases navales: Gölcük, Istanbul, Izmir, Ereğli et Iskenderun.

**SOUS-MARINS:** 5 de type 209, 10 de type US-Guppy, 1 Tang et 1 ex-US Balao.

**DESTROYERS:** 9 de type Geering, 4 Fletcher, 2 de type Sumner, 2 Carpenter et 2 frégates Berk, portant chacun 1 hélicoptère.

**VEDETTES:** il existe 13 vedettes munies de missiles et 8 vedettes munies de torpilles. En détail: 4 de type Dogan (Lurasen FPB-57) munies de missiles Harpoon, 9 Kartal (Type 141-Jaguar) munies de missiles Penguin, 7 vedettes munies de torpilles Jaguar (RFA) et 1 de type Girne.

**MOUILLEURS DE MINES:** 1 de type Nusret et 9 mouilleurs de mines côtiers.

**DRAGEURS DE MINES:** 12 de type US Adjudant, 4 ex-Can MCB, 6 ex-Vegesack côtiers, 4 ex-US Cape.

Il existe également 72 vaisseaux de débarquement de différents types, 66 vaisseaux auxiliaires (dont 9 tankers) et 25 patrouilleurs.

La Flotte comprend aussi une unité anti-sous-marins, équipée de 18 avions de type S-2E et de 7 hélicoptères de type AB-204B et AB-212.

La brigade de fusiliers marins comprend 5.000 hommes et se compose d'un Quartier Général, de 3 bataillons d'opérations, d'un bataillon d'artillerie et d'unités d'appui.

## FORCES DE CHYPRE

A la liste ci-dessus, il faut ajouter un Corps d'Armée comprenant 2 divisions d'infanterie (total des effectifs: 17.000), qui sert de force d'occupation à Chypre. Ce Corps d'Armée dispose de 150 chars blindés de combat de type M-47/48 et de transport de type M-113, ainsi que 212 canons de 105 et 155 mm. Il dispose, en plus, d'obusiers Howitzer de 203 mm et de canons anti-aériens de 40 mm.

(Sources: *Turkey Almanac 1983*, Ankara; IISS, *The Military Balance 1983-1984* London, 1984).

qu'il existe dans certains pays arabes des chars produits en Israël." Il a exprimé l'espoir que les pourparlers avec la RFA reprendront dans un avenir proche.

La Turquie a conclu un autre accord avec les USA pour la co-production des missiles anti-char. L'US General Defense Corporation participe dans ce projet commun avec un investissement de 30,8 millions \$. Il a été annoncé que la co-production de ces missiles FP-105 commenceront à la fin de 1985 en Turquie.

D'autre part, dans le cadre de projets de l'OTAN, une usine pour la production des palettes de char a été ouverte le 9 novembre dans la province d'Adapazarı, en Turquie. La RFA a accordé 29,5 millions de DM à la Turquie pour le financement de ce projet.

Quant à la Compagnie de l'Industrie de machines et de Chimie (MKE) des Forces terrestres, son usine à Cankırı commencera à partir du printemps de 1985 à fabriquer les canons jumaux anti-aériens de 20 mm avec la coopération de la compagnie suisse Oerlikon.

L'usine de Kırıkkale de MKE a, elle aussi, conclu un accord avec la RFA pour la co-production, à partir de 1986, de canons de 105 mm. C'est avec ces canons que les chars Leopard-I seront équipés.

## FORCES NAVALES

La compagnie-mère visant à la création de l'industrie navale militaire est la Fondation pour le renforcement de la Marine (DKGV). Grâce aux dons des travailleurs immigrés turcs à l'étranger, cette fondation a construit d'abord deux vedettes appelées "Gurbet-I" et "Gurbet-II" (Exile-I et Exile-II).

D'après une étude de la revue *Jane's Defense Weekly*, reprise par le quotidien *Hürriyet* du 23 août 1984, parmi les 24 pays qui sont au niveau de construire leurs propres sous-marins figure également la Turquie.

Les chantiers navals de la Marine turque à Gölcük ont été développés, depuis le coup d'état militaire, pour construire des canonnières de type Dogan (Lursen) équipées de missiles ainsi que des vaisseaux de débarquement et même des tankers.

De plus, un des 6 sous-marins de type 209 donnés par la RFA est en train d'être assemblé dans les chantiers de Gölcük. Il est annoncé par la presse turque que la Turquie sera capable d'assembler 8 sous-marins de plus dans ces chantiers dans l'avenir.

Les Forces navales turques ont acheté aussi 4 vaisseaux d'accompagnement "MEKO-200" à la RFA. Les deux premiers seront délivrés à la Turquie en 1986, les deux autres seront assemblés dans les chantiers turcs.

D'autre part, 13 navires de débarquement LCT sont construits dans les chantiers de Taskızak avec la collaboration de la RFA. Trois de ces navires et un patrouilleur côtier ont déjà été mis à la mer le 27 juillet 1984. Quelques semaines plus tard, le 9 septembre, le premier navire destiné au transport de chars, équipé de deux canons Orligon de 20 mm et Vikera de 12,7 mm, ont été mis à la mer dans les chantiers navals d'Izmir. Il est récemment annoncé que la Marine turque a décidé de construire une nouvelle base navale dans la zone d'Aksaz de la région de la Mer d'Égée. Cette installation nouvelle qui s'appelle "la Base navale de l'Anatolie du Sud-Ouest" coûte 2.772 million de LT.

## LA TURQUIE, UNE FORCE NUCLEAIRE?

Le niveau atteint par l'industrie de la guerre turque, alors qu'il est toujours très loin des standards minima de l'OTAN, suscite déjà une grande inquiétude dans les pays voisins. L'occupation militaire turque

dans le nord de Chypre et la pénétration de l'armée turque, à deux reprises, dans le territoire irakien, en 1983 et 1984, constituent déjà des faits alarmants pour la Grèce et les pays islamiques du Moyen-Orient, même pour Israël.

Le 27 février 1984, un quotidien grec, *Idisis*, a signalé que la Turquie aurait l'intention de construire une base militaire géante à Corlu, à une distance de 75 miles de la Bulgarie et de 85 miles de la Grèce. Les sources américaines estiment que cette base qui coûte 16 millions \$ aurait été sous le contrôle de l'OTAN. En tout cas, ces deux voisins de l'Ouest de la Turquie considèrent cette nouvelle base comme une nouvelle menace contre leur sécurité territoriale.

Un autre quotidien grec, *To Vima*, a annoncé le 13 mai 1984 que la Turquie disposerait aussi, dans dix ans, d'armes nucléaires. A l'origine de ce cri d'alarme, se trouve le fait que la Turquie a déjà entamé des pourparlers avec quelques pays pour la construction de sa première centrale nucléaire à Akkuyu dans la province de Mersin. Les trois compagnies étrangères qui ont introduit leurs propositions pour ce projet sont Westinghouse des Etats-Unis, AECL du Canada et Kraftwerke Union de la RFA. Le gouvernement turc a annoncé qu'il signera un contrat avec celle qui accepte de transférer la propriété de cette centrale à la Turquie après l'avoir construite et mise en œuvre.

Quelles sont les perspectives réelles de l'industrie de guerre turque? Est-ce qu'elle peut atteindre le niveau des industries de guerre des autres pays de l'OTAN? Il a déjà été rendu public que les pays européens occidentaux auraient mis sur pied des consortiums ayant pour but de coproduire de nouvelles armes. On parle même d'un projet qui prévoit la standardisation des armements de tous les pays de l'OTAN. La Turquie, peut-elle faire partie de ce processus?

Le Ministre turc de la Défense Yavuztürk a répondu à ces questions dans un interview paru dans *The Turkish Daily News* du 13 septembre 1984:

"La Turquie est en possession de capacités bien établies concernant son industrie de guerre. Nous devons utiliser ces capacités proprement. Aujourd'hui nous avons une infrastructure suffisante. Bien que cette infrastructure fonctionne par un roulement, nous pouvons augmenter le nombre de postes quand il est nécessaire. Cela nous permettra aussi de réduire le taux de chômage. La Turquie doit mettre fin à son statut d'acheteur d'armements. Puisque nous sommes en possession du know-how et la technologie nécessaire, nous ne sommes plus sous-développés dans ce domaine. Les ministres de la Défense de l'OTAN sont en train d'étudier la nouvelle génération des armements pour les années 90. Evidemment, les armements en usage, à cause des développements technologiques rapides, se trouvent ainsi vite dépassés. Nous désirons faire partie de la production de nouveaux systèmes d'armements et de la modernisation des forces aériennes. Alors que la Turquie continue toujours à acheter les armements nécessaires à sa Force armée, elle doit également vendre ceux qu'elle construit dans ses propres usines".

A quel prix?

Au prix du gaspillage de près de 11,68 pc du produit national brut et 19,8 pc du budget national d'un pays qui souffre d'un taux élevé de chômage et du manque de services d'éducation et de santé, et de mal nutrition?

C'est le cadeau amer qui a été offert par les militaires à une population de 48 millions de la communauté atlantique.